Héritage et rapports de genre chez des familles paysannes au Brésil

Deux études de cas

Maria José Carneiro

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/8057>

DOI : 10.4000/etudesrurales.8057

ISSN : 1777-537X

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2004

Pagination : 093-108

Référence électronique

Maria José Carneiro, « Héritage et rapports de genre chez des familles paysannes au Brésil », *Études rurales* [En ligne], 169-170 | 2004, mis en ligne le 01 janvier 2006, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/8057> ; DOI : 10.4000/etudesrurales.8057

Cet article est disponible en ligne à l'adresse :

http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=ETRU&ID_NUMPUBLIE=ETRU_169&ID_ARTICLE=ETRU_169_0093

Héritage et rapports de genre chez des familles paysannes au Brésil. Deux études de cas

par Maria José CARNEIRO

| Éditions de l'EHESS | *Études rurales*

2004/1-2 - N° 169-170

ISSN 0014-2182 | ISBN 2-7132-2006-8 | pages 93 à 108

Pour citer cet article :

—Carneiro M., Héritage et rapports de genre chez des familles paysannes au Brésil. Deux études de cas, *Études rurales* 2004/ 1-2, N° 169-170, p. 93-108.

Distribution électronique Cairn pour les Éditions de l'EHESS.

© Éditions de l'EHESS. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

HÉRITAGE ET RAPPORTS DE GENRE CHEZ DES FAMILLES PAYSANNES AU BRÉSIL*

Maria José Carneiro

DEUX ÉTUDES DE CAS

COMPRENDRE les règles de la transmission du patrimoine familial des agriculteurs, notamment celles de la terre, en prenant en compte les différences entre les genres, exige de reconnaître les rôles dévolus respectivement aux hommes et aux femmes dans la dynamique de la reproduction sociale. Il est important d'avoir à l'esprit que les systèmes de transmission du patrimoine changent selon les contextes historique, économique, géographique, institutionnel, etc. Ces différentes pratiques ont leur logique propre et, partant, elles ne sont pas réductibles à une conception juridique purement formelle. La pluralité des solutions découle non seulement des différentes traditions qui les sous-tendent mais aussi et surtout des différents systèmes de reproduction culturelle, sociale et économique. C'est pourquoi il n'existe ni déterminations absolues ni diversité sans détermination. La transmission, d'une génération à l'autre, des droits sur la propriété familiale fait donc l'objet de multiples stratégies qui varient selon les instruments de négociation ou de compensation disponibles, issus aussi bien de l'histoire spécifique de la famille que de son insertion dans l'économie et dans la société.

Cependant le transfert des biens n'est jamais vécu sans contradictions ni tensions. Car tout partage égalitaire se fait au détriment du patrimoine familial (le maintien de l'exploitation étant menacé par le morcellement), et tout effort pour préserver l'intégrité du patrimoine en privilégiant un héritier unique se fait au détriment des autres enfants. Dans chaque cas il faut envisager tant les coûts individuels qui résultent du respect des décisions familiales que les frustrations et les pertes subies par des intérêts collectifs à la suite de projets individuels. Derrière la répartition des biens, l'élection d'un successeur ou le choix d'un conjoint, se nouent des drames individuels et des sentiments qui ne peuvent être réduits à une logique fonctionnelle du système et qui peuvent aussi affecter la structure des liens affectifs entre les membres d'une famille, comme le révèle l'étude de Woortmann et Woortmann [1993] portant sur la fugue comme stratagème utilisé par les paysans pauvres du nord-est du Brésil pour échapper aux difficultés engendrées par le mariage.

Bien que le code civil brésilien établisse l'égalité entre tous les enfants en ce qui concerne le droit à l'héritage, les règles culturelles modifient la loi en accord avec les « intérêts » de cet acteur collectif qu'est la famille et qui priment sur ceux des individus. C'est ce qui survient lorsque l'enjeu est le maintien de l'intégrité du patrimoine comme condition du fonctionnement de l'unité de production et de reproduction d'une identité sociale basée sur la propriété foncière et sur le travail agricole. On observe alors que les règles de transmission qui s'appuient

* Une autre version de ce texte a été publiée dans la revue brésilienne *Estudos feministas* IX (1), 2001.

sur la famille comme valeur acquièrent (non sans conflit d'ailleurs) une légitimité auprès des acteurs de la transaction pour qui les intérêts collectifs doivent être préservés. Les règles familiales internes (qui relèvent de la vie privée, de la maison) possèdent leur spécificité et ne doivent pas se plier de force à l'action extérieure et impersonnelle de la justice officielle. Il est important de noter que, bien que fondées sur la consanguinité, les règles de droit coutumier ne reconnaissent pas les mêmes droits à tous les enfants.

Les logiques de transmission de la propriété par le système d'héritage s'articulent avec les systèmes de reproduction sociale auxquels elles se réfèrent et subissent à leur tour l'influence des valeurs de la société dominante, ce qui provoque des crises et des transformations dans les relations familiales. Cela est surtout vrai lorsque la coutume stipule l'inégalité des droits entre hommes et femmes. Dans cet article, nous nous proposons précisément d'étudier ces règles et les changements en cours, en insistant sur les différences entre les genres.

Pour comprendre ces logiques contrastées, il est certainement nécessaire de chercher les différentes significations attribuées au patrimoine territorial dans chaque contexte social et culturel. À cet effet nous avons choisi de comparer cette situation dans deux régions ayant leur propre spécificité : l'une est la commune de Nova Pádua, dans l'État du Rio Grande do Sul ; l'autre, la zone montagneuse de Nova Friburgo dans l'État de Rio de Janeiro. Bien que l'une et l'autre aient été originellement habitées par des immigrants européens (*colonos* italiens dans le premier cas et *colonos* suisses et allemands dans le second), la manière dont les territoires ont été occupés a

été très différente, ce qui a eu sans aucun doute des conséquences diverses sur la dynamique de la reproduction sociale de ces *colonos*¹.

Les *colonos* de Nova Pádua

L'INSTALLATION DES FAMILLES D'ORIGINE ITALIENNE

Les familles interrogées et observées dans le sud du pays appartiennent à une unique ligne de descendance issue d'un des trois frères arrivés au Brésil en 1885 et établis comme *colonos* dans une zone qui a obtenu récemment l'autonomie administrative (1993) en tant que commune de Nova Pádua (en référence à la ville d'origine de ces immigrants, Padoue). Ces immigrants des *colônias*² se sont consacrés principalement à l'agriculture, base de la reproduction sociale de ces familles, alors assez nombreuses. Comme le prévoyait la politique de colonisation, on y a développé dans

1. Pour développer les questions posées dans cet article, il a fallu recourir à des entretiens sur la généalogie, les histoires de famille et les trajectoires individuelles. Dans le cas de l'étude sur les descendants d'immigrants de Nova Friburgo, la présence d'une historienne dans l'équipe a permis d'avoir accès aussi aux archives locales et nationales pour tenter de retrouver les trajectoires de quelques familles descendant d'immigrants. En plus, la thèse de *mestrado* d'une étudiante du groupe [Teixeira 1998], portant sur la même région, a agrandi l'éventail des informations sur les agriculteurs de Nova Friburgo.

2. Dans cette région, le terme de *colônia* désigne à l'origine le lot de terre que les immigrants recevaient lors de leur établissement. Jusqu'en 1851, les lots étaient de 77 hectares. Puis la surface fut ramenée à 48,4 hectares environ et finalement, à partir de 1889, elle n'était plus que de 25 hectares [Brum 1988]. Actuellement on appelle *colônia* le modèle de la petite propriété de 25 hectares. Ainsi les *colonos*, en se référant à la taille de leur propriété, parlent de *colônia* ou de « *colônia* et demie ».

des petites propriétés une culture vivrière tournée vers le marché interne, et ce grâce au travail libre – familial – d'hommes blancs³. Ce monde paysan est devenu de plus en plus dépendant du marché. En plus de la commercialisation des excédents agricoles, ces *colonos* de la montagne du Rio Grande do Sul se sont voués à la production de raisin, d'abord commercialisé *in natura* puis transformé en vin ou vendu aux coopératives vinicoles.

Dès les années quarante, l'amélioration du réseau routier, l'expansion du commerce et de nouvelles demandes ont favorisé l'essor des *colônias* [Mocelin 1993]. À partir de 1960, les *colonos* ont commencé à investir dans l'acquisition de nouvelles technologies, ce qui a augmenté le revenu familial. Par la suite la production s'est diversifiée : fruits (notamment les pommes) et légumes ont assuré aux cultivateurs un revenu annuel plus régulier permettant ainsi une insertion plus compétitive dans le marché. La modernisation technologique et la rationalisation de la production ont eu pour conséquence la libération d'une partie de la main-d'œuvre familiale. Si jusqu'aux années soixante la terre était le principal moyen de survie et si les familles cherchaient à agrandir le patrimoine pour pouvoir installer tous leurs fils dans l'agriculture, après cette date, en raison de la croissance industrielle de Caxias do Sul, les efforts ont plutôt tendu à préparer certains enfants au marché urbain en expansion. Initialement, seuls les hommes migraient mais, de plus en plus, la diffusion de valeurs urbaines centrées sur l'accomplissement personnel a incité les femmes à migrer. Ces changements ont introduit des modifications dans les pratiques de transmission du patrimoine.

La production de raisin reste encore l'activité la plus importante de Nova Pádua. Cependant les *colonos* que nous étudions, parce qu'ils possèdent des propriétés dont la taille permet une mécanisation élevée, produisent aussi des fruits de table à des prix très compétitifs. Des familles se sont enrichies, surtout au début des années quatre-vingt-dix, ce que traduisent les projets de modernisation de leurs maisons inspirés d'un modèle urbain « plus pratique et mieux adapté aux temps modernes » qui remplace les vieilles bâtisses de deux, trois étages abritant jusqu'à quatre générations en même temps.

Nova Pádua comprend aujourd'hui une population à forte dominante rurale ; en 1997, 86 % des habitants se consacrent à l'agriculture et rapportent environ 80 % du revenu de la commune. Ce sont les petites propriétés d'environ 5 hectares qui prédominent ; la main-d'œuvre est familiale et on engage éventuellement des salariés pour la cueillette du raisin. Les propriétés rurales sont convenablement pourvues d'un point de vue technologique et atteignent de hauts indices de productivité par rapport à la moyenne brésilienne. Une partie de ce succès peut être attribué à l'*ethos* de l'immigrant, qui valorise le travail individuel comme base d'une ascension sociale. Cependant, bien que les valeurs issues de la culture italienne demeurent encore prégnantes, nous observons que les enfants de paysans développent volontiers un individualisme en contrepoint de la notion dominante de la famille, lieu traditionnel de socialisation et d'accomplissement personnel. Si

3. Parmi les nombreuses études sur la colonisation italienne du Rio Grande do Sul, spécialement sur la constitution du monde paysan colonial, voir J.V. Santos [1984].

dans l'univers des premières générations de *colonos* le travail avait un rôle culturel central, il n'est désormais plus qu'une activité personnelle [Mocelin *op. cit.*]. Logiquement la transmission de l'héritage n'échappe pas à cette nouvelle dynamique. Si pendant trois générations la reproduction sociale de ces familles d'origine italienne exigeait de produire des héritiers et des déshérités, dans l'actualité, les contradictions entre la « valeur famille » (collectif qui l'emporte sur le particulier) et l'individu (valeur de la société moderne) s'affichent comme une menace pour la perpétuation de l'ancien système.

PARTAGE INÉGAL

Pour les deux premières générations de familles de *colonos*, la succession et l'héritage de la *colônia* revenaient au fils aîné⁴. Le choix du successeur était légitime et il était rendu public devant la communauté à l'occasion de son mariage. Le modèle de la famille étendue, qui pouvait compter jusqu'à quatre générations, était cohérent avec le système de reproduction sociale, qui dépendait de la faible mécanisation de l'exploitation. Dans ce type d'organisation familiale seul un des enfants s'y installait avec sa famille. Comme l'héritage était indivisible, selon la tradition européenne, la règle était de maintenir l'intégrité du patrimoine lors de sa transmission au successeur. Les autres enfants s'installaient sur des terres voisines, ultérieurement acquises, ou embrassaient la carrière religieuse. Pour que ces règles soient respectées, l'héritage était normalement transmis comme une donation avant la mort du père [Seyferth 1985 ; Woortmann 1997].

La troisième génération s'est trouvée confrontée à un changement du modèle de succession. La nécessité d'acheter des terres pour assurer une base solide à tous les fils renforçait leur subordination au père, même après leur mariage ; cette dépendance incluait également les belles-filles. Tous étaient obligés de travailler sous la tutelle paternelle jusqu'à l'acquisition de nouvelles terres qui permettait alors aux autres enfants de s'installer à leur compte avec leurs familles. Comme ceux qui se mariaient les premiers étaient généralement les aînés, les plus jeunes devenaient responsables de leurs parents âgés et héritaient du titre de successeur. Il s'agit d'un mécanisme de préservation de l'intégrité de l'unité de production et de la croissance du patrimoine familial. Le père pouvait ainsi compter sur la main-d'œuvre de tous ses enfants et c'est avec la totalité des revenus de l'exploitation agricole qu'il installait ses garçons restés dans la *colônia* et donnait des dots à ses filles. Tant qu'ils habitaient sous le même toit, les fils et les belles-filles se devaient d'obéir au père, situation qui devenait source de conflits entre les générations au fur et à mesure que la société se modernisait.

L'attribution de la terre à chaque fils au moment du mariage était conçue comme un avancement d'hoirie et était légalisée seulement au moment du partage définitif réalisé par le père lorsqu'il atteignait 60 ans. Dans certains cas, le fils devait, avec le bénéfice des récoltes, s'acquitter d'une partie de la valeur de la terre reçue.

4. Ce principe n'est pas toujours respecté. Le père a l'autorité morale pour « choisir le successeur » parmi ses fils [Bourdieu 1972 ; Lamaison et Claverie 1982 ; Salitot 1988].

Le successeur avait normalement la propriété en usufruit seulement tant que ses parents étaient en vie. Sa part était toujours plus grande que celle de ses frères, et ce pour compenser les frais d'entretien des parents. Généralement, dans la majorité des actes de transmission d'héritage de l'époque, il y avait une clause de révocation au cas où le fils n'accomplirait pas sa tâche. On y consignait le refus formel des femmes au droit à l'héritage de la terre, garanti pourtant par le code civil brésilien de 1916.

Selon la pratique coutumière, les femmes recevaient « leur part » sous la forme d'une modique somme d'argent et d'un trousseau composé de linge de maison, d'ustensiles de cuisine et quelquefois d'une machine à coudre ; la quantité d'argent et la taille du trousseau dépendaient des biens de la famille. Ainsi les femmes avaient trois choix de vie : le mariage, l'entrée dans les ordres ou le célibat. En se mariant la femme intégrait la famille du mari. Obéissant à la loi de la résidence virilocale, elle habitait avec ses beaux-parents si elle épousait le successeur, se plaçant ainsi sous l'autorité de ceux-ci jusqu'à leur mort. Les autres filles s'installaient dans la maison des beaux-parents jusqu'à ce que leur mari reçoive leur lot de terre pour y construire leur propre maison. Le mariage entraînait ainsi la négation des droits des femmes sur la terre et leur réclusion dans l'espace domestique, selon une logique de symbiose entre la femme et la famille, qui valorisait les rôles de mère et d'épouse.

Si le partage devait suivre une logique égalitaire, il se conformait à un principe apparemment objectif : le droit à la terre revenait à celui qui la travaille, c'est-à-dire l'homme. Par

principe, toutes les filles en étaient exclues. Woortmann [1997] confirme cette même règle dans son étude sur l'héritage des *colonos* d'origine allemande. Cet auteur distingue deux grandes catégories : d'une part les Brésiliens urbains – qu'ils soient ou non d'origine allemande – pour qui le droit à l'héritage est défini par la naissance et constitue un « droit naturel » ; d'autre part les agriculteurs d'origine allemande et italienne dont le montant de l'héritage dépend de la contribution de chacun au travail familial. Comme le rappelle Woortmann, « les droits et devoirs ne sont pas donnés par la descendance ; celle-ci donne les possibilités logiques d'accès aux biens et au statut social de la famille, cependant ce n'est pas un droit acquis par l'individu et ses *siblings* » [*ibid.* : 175].

On peut donc avancer que l'épouse était triplement exclue de l'héritage de la terre dans les régions à colonisation allemande et italienne. D'abord parce que le propriétaire était le mari, ensuite parce que son travail dans l'agriculture était vu comme une « aide » inhérente à son rôle d'épouse, enfin parce qu'elle n'était pas considérée socialement comme capable d'exercer le rôle de chef d'exploitation⁵. La terre passait du mari aux fils. À la mort du mari, la veuve se trouvait sous la dépendance de son fils et dans une position de rivalité avec la belle-fille, source inépuisable de conflits. L'épouse n'exerçait pas son droit à l'héritage

5. Cette invisibilité de la participation féminine est une caractéristique des unités de production à caractère familial. Elle s'est maintenue jusqu'à nos jours dans le milieu rural brésilien sous le régime de la propriété privée où le droit à la terre est conditionné au travail investi dans la propriété.

de son conjoint, malgré ce que stipulait le Code civil⁶. À l'occasion du partage des terres, l'épouse paraphait tout juste l'acte de donation des terres au fils : l'avancement d'hoirie. Comme fille du propriétaire elle perdait, en se mariant, son droit à l'héritage puisqu'elle sortait de la maison paternelle et ne contribuait pas, par son travail, aux revenus familiaux, investis, dès que possible, dans de nouveaux terrains. De surcroît, lui céder des parcelles de terres qui augmenteraient le patrimoine de la famille de son mari ne pouvait être qu'une décision injuste du point de vue du propriétaire, dont tous les efforts visaient à conserver l'intégralité du patrimoine familial.

Pour prévenir la propriété des frères de tout conflit ou de toute menace, on attend des filles qu'elles « cèdent » leur part d'héritage par un acte notarié à l'occasion du partage définitif. Les filles peuvent encore vendre à leur frère héritier la part qui leur serait revenue de droit. Vente d'ailleurs réelle ou symbolique, transformant la transaction en un acte purement formel, sans contrepartie monétaire effective. Ces transactions entre frères et sœurs sont considérées comme préférentielles et les terres sont alors cotées à un prix inférieur à celui du marché [Moura 1978]. Cependant cette pratique n'est pas très courante parmi les *colonos* italiens puisque déjà les femmes n'ont droit aux terres que dans des situations exceptionnelles, c'est-à-dire quand il ne reste que des fils célibataires ou quand il n'y a pas de garçon.

La dot attribuée aux filles était une façon de compenser la cession de leur part d'héritage. Mais sa valeur était toujours inférieure à la valeur de l'héritage reçu par leurs frères, les filles étant soi-disant protégées économiquement par

leur mari. En plus, comme la femme ne recevait que des biens matériels (ustensiles de cuisine et, dans quelques cas, de l'argent), ceux-ci étaient immédiatement ajoutés au patrimoine de la nouvelle unité familiale sous l'administration du mari.

Célibat et héritage

Dans un texte de référence concernant la reproduction sociale paysanne, Bourdieu [1962] observait que le célibat masculin était l'un des mécanismes auxquels recourait la famille afin de préserver l'intégrité de la propriété territoriale. On retrouve cette situation dans le sud du Brésil, et surtout parmi les *colonos* d'origine italienne, traditionnellement très catholiques, dont beaucoup d'enfants entraient dans les ordres.

Lorsque les familles avaient un grand nombre de garçons, il était courant qu'au moins l'un des fils soit orienté vers la carrière religieuse. En entrant au séminaire, le garçon perdait pour deux raisons son droit à l'héritage : il ne travaillait pas la terre et recevait l'équivalent de sa part sous la forme du financement de ses études. Cette logique régit aujourd'hui encore la transmission du patrimoine familial. Outre le prestige qu'elle revêtait, la carrière religieuse était l'unique alternative professionnelle qui s'offrait aux enfants des *colonos*, du moins jusqu'aux années cinquante. Les écoles catholiques de la région facilitaient l'entrée au séminaire ou au couvent. Car, s'il est vrai qu'un grand nombre d'enfants était souhaitable en matière de main-d'œuvre agricole et domestique, le nombre menaçait

6. Le code civil brésilien reconnaît trois régimes matrimoniaux : la communauté, la communauté réduite aux acquêts et la séparation des biens.

l'intégrité du patrimoine et provoquait la crise de la reproduction sociale⁷.

L'entrée au couvent exigeait aussi une dot qui fonctionnait comme une distinction symbolique à l'intérieur des communautés paysannes, et dont le montant variait selon les biens des familles et selon le statut du couvent [Grossi 1995]⁸. Les familles les plus pauvres payaient la formation religieuse en offrant au couvent une partie de leur production et le travail de leur propre fille. Le choix de la vie religieuse ne pouvait cependant se justifier par la seule pression économique et il faut tenir compte des valeurs sociales attachées à ce choix. Le célibat féminin reste encore fréquent chez les *colonos* d'origine italienne. Dans les générations précédentes, la norme pour les familles était d'avoir, parmi ses enfants, au moins un prêtre ou une religieuse. De nos jours, dans pratiquement toutes les familles de *colonos*, il y a au moins une fille non mariée. Bien que chaque histoire soit singulière, toutes sont centrées sur cet espoir que le mariage permettra d'échapper à la condition de vieille fille.

En effet, cette condition est extrêmement pénible. Appartenant à des familles nombreuses, ces femmes secondent (ou même remplacent) la mère dans les tâches ménagères et participent à égalité aux travaux des hommes. Le mariage, comme nous l'avons vu, est un facteur d'exclusion de la femme du monde du travail et de la production mais il confère une position de pouvoir relatif à l'intérieur de l'unité domestique et un statut social reconnu. Le célibat, lui, montre bien la participation de la femme à la production mais il lui ôte en même temps tout pouvoir à l'intérieur de la sphère domestique, en lui attribuant, dans la hiérarchie

familiale, un statut social proche de celui d'employée de maison. Puisque ce qui donne le droit à la terre est de l'avoir cultivée, les filles reçoivent une petite parcelle en échange de leur travail dans les champs, ce qui leur apporte un peu de sécurité pour affronter l'avenir après la mort de leurs parents.

Le processus de transmission du patrimoine est donc toujours traumatisant parce que c'est le moment où l'autorité paternelle peut être remise en question. Cette affaire doit être traitée avec réserve, même à l'intérieur du groupe familial, et les mécontentements doivent être étouffés. Les conflits sont normalement engendrés par « ceux de dehors », c'est-à-dire par les gendres ou les belles-filles qui, dans quelques situations exceptionnelles, réclament des droits égaux en s'appuyant sur le Code civil. La famille a honte de ces contestations et privilégie les négociations internes pour éviter le recours à la justice.

Individualisation et changement de modèle d'héritage

Le système d'héritage a subi des modifications au cours du temps. Cependant il est important de noter que dans la *colônia* italienne du Rio

7. Dans une étude des stratégies de reproduction sociale dans l'État de Paraíba, A. Garcia Jr. [1989] relève le paradoxe entre la valorisation de la famille nombreuse, surtout constituée de fils, condition nécessaire à l'augmentation de la production, et la possibilité de pulvérisation de ce patrimoine par l'héritage. Le même paradoxe est observé ailleurs par d'autres auteurs dont M.M. Moura [1978] pour l'État du Minas Gerais et M. Grossi [1995] pour celui de Santa Catarina.

8. Malheureusement, les données que nous possédons sur ce sujet sont insuffisantes pour une analyse détaillée du célibat religieux chez les enfants de *colonos*.

Grande do Sul les changements sont perçus comme faisant partie de la tradition. Celle-ci est manipulée, modifiée, et même négociée, mais c'est encore elle, et elle seule, qui légitime les usages de transmission et le choix du successeur, même si elle est remise en question par les générations plus jeunes et principalement par les femmes⁹.

La diminution des friches, la mécanisation initiée dans les années soixante (réduisant le besoin en main-d'œuvre) ainsi que l'attrait de la ville et des valeurs urbaines ont attiré les jeunes vers le travail salarié et rompu le lien qui unissait famille et exploitation. Ces réalités nouvelles ont induit des changements dans le modèle de succession : ce sont désormais les aînés qui partent faire des études et entrent sur le marché du travail urbain, laissant aux plus jeunes la responsabilité du patrimoine familial et de l'exploitation agricole.

La famille exerce une forte pression sur les enfants non successeurs, main-d'œuvre excédentaire, pour qu'ils quittent la *colônia*. Mais ces migrants ne s'estiment pas « exclus » de l'héritage. Au début, l'abandon de la maison familiale paraissait « naturel » : il s'agissait de souscrire à l'intérêt de la famille. Dans cette optique, les études deviennent un autre type d'héritage qui prend la forme d'un investissement pour l'avenir. Plus tard, la situation s'inverse : dépendre des conditions économiques de la propriété familiale et rester dans la *colônia* devient un facteur d'exclusion sociale. Aussi les femmes rejoignent-elles ce mouvement migratoire. En allant étudier à la ville, elles perdent, comme leurs frères, leur droit à l'héritage, même si elles ne se marient pas. Ces dernières années, sous l'influence des campagnes pour les droits de la

femme, les parents, qui dépendent en fait de la situation économique de leurs filles, leur font don de lots ou d'appartements en ville pour qu'elles puissent émigrer.

L'offre d'emploi urbain et le prestige dont jouissent les études comme moyen d'ascension sociale entraînent la dévalorisation du travail agricole et rendent plus souple le modèle d'héritage. Il n'y a plus de modèle unique : demeure à la maison celui qui a « plus d'aptitudes pour l'agriculture » et n'a « pas la vocation pour les études ». Idéalement, c'est encore le plus jeune qui doit rester, mais cette règle est subordonnée aux projets individuels et aux aptitudes personnelles. L'heure est à la négociation entre enfants et parents. Il est clair cependant que les limites à cette flexibilité sont celles qu'impose la nécessité d'avoir un successeur. En cas d'invalidité, de mort du père, ou de mort de l'héritier, il y a toujours un fils qui rentre à la maison pour continuer d'exploiter la terre.

À partir des années soixante-dix, avec l'attraction qu'exerce la ville, on note des transformations à l'intérieur de la famille, qui devient nucléaire. Une tendance se dessine : le jeune couple successeur reste dans une maison indépendante de celle des parents. Ce que l'on attribue souvent à la réticence de la belle-fille à cohabiter avec ses beaux-parents. Intégrant le monde du travail urbain comme institutrices, vendeuses ou employées de mairie, les femmes ont conquis un plus grand espace d'individualisation dans la sphère publique et domestique.

9. La situation est complètement différente dans la région de Nova Friburgo, où il n'existe pas de recours à la tradition, soit allemande soit suisse, pour légitimer les pratiques culturelles.

Désormais les parents habitent dans la maison de leurs enfants et ils les aident autant qu'ils le peuvent. Avec la mécanisation, le fils successeur assume plus rapidement les responsabilités de chef de l'exploitation, déplaçant ainsi la position du père dans la hiérarchie familiale. La destruction des vieilles maisons et leur remplacement par des bâtiments suivant le modèle urbain illustre les modifications de la structure familiale.

Les *colonos* de Nova Friburgo

L'INSTALLATION DES FAMILLES D'IMMIGRANTS

Le début du peuplement de Nova Friburgo date de 1819 et remonte à la première vague de colonisation encouragée par le roi João VI. Plusieurs raisons expliquent que des agriculteurs s'y soient installés malgré un contexte très difficile marqué par des crises successives [Carneiro 2000]. Les lots d'origine avaient une superficie d'environ 108 hectares [Nicoulin 1995] et avaient été tracés sur une carte sans que les responsables aient pris en considération les conditions géographiques de la région. Après avoir tiré leurs parcelles à la loterie, les chefs de famille ne découvraient la nature de leurs terrains qu'au moment où ils les défrichaient. C'est ainsi que beaucoup d'entre eux trouvèrent une terre fracturée par des précipices et des sols qui ne convenaient pas à l'agriculture. Avec le temps la situation foncière s'est modifiée en raison de la fragmentation due au partage égalitaire, aux migrations vers des régions voisines et, plus récemment, à l'intervention de nouveaux agents issus de la classe moyenne urbaine [Schiavo 1997 ; Teixeira 1998]. Le système de *parceria*¹⁰ devient alors une alternative pour accéder à la terre. Mais si

durables que soient les relations entre propriétaire et *parceiro* ce contrat implique avec la terre une relation transitoire qui aggrave l'instabilité de l'agriculteur. Soumis à de constantes négociations, le *parceiro* est très souvent incité à partir « volontairement » à la recherche de meilleures conditions de production. Cette quête constante de terres plus appropriées à l'agriculture ou de conditions de vie meilleures est, à notre avis, la clé qui permet de comprendre la façon dont ces populations ont pu subsister sans mémoire collective qui fasse référence aux aïeux et à leurs coutumes [Carneiro 1998b].

L'absence d'un sentiment d'appartenance ethnique ainsi qu'une mémoire généalogique courte différencient ces migrants des descendants des *colonos* européens des États du Rio Grande do Sul et de Santa Catarina¹¹. Contrairement à ce que montrent les études sur la colonisation européenne dans le sud du Brésil [Seyferth *op. cit.* ; Woortmann 1995], à Nova Friburgo prévaut le manque d'information sur les ascendants ; au mieux on trouve quelques vagues références à la figure d'un grand-père et on évoque brièvement un passé marqué par une lutte pour la survie, ce qui explique l'oubli des

10. Terme générique qui désigne une forme de contrat, normalement informel, par lequel le propriétaire cède le droit de planter en échange d'une partie de la production. Quand les coûts de la production sont à la charge du propriétaire, l'agriculteur lui reverse la moitié de la production, le tiers quand les coûts sont à sa charge.

11. Ces deux États, les plus méridionaux du Brésil, ont été choisis par le gouvernement brésilien pour recevoir le plus grand nombre d'immigrants d'origine européenne (principalement des Allemands et des Italiens) durant tout le XIX^e siècle.

trajectoires particulières. L'absence de mémoire généalogique pourrait indiquer aussi la prédominance d'une organisation sociale basée sur le noyau familial. La mort prématurée des grands-parents ou la fragmentation et la dispersion des groupes ont fait que les familles étendues n'ont pu se reconstruire dans la région agricole de Nova Friburgo.

Bien que faisant partie du contingent de petits producteurs en marge du marché à cause de leur faible productivité, les agriculteurs des villages de Lumiar et São Pedro da Serra ne restent pas étrangers au processus de modernisation de l'agriculture des années soixante. La production de marchandises favorisée par l'ouverture de la route qui relie ces villages à la ville de Nova Friburgo s'impose peu à peu, laissant la production pour l'autoconsommation au second plan, ce qui accentue la dépendance à l'égard du marché. Les échanges entre les familles deviennent mercantiles et favorisent l'émergence de l'intermédiaire, qui exploite encore plus ces petits agriculteurs. Aussi, peu d'entre eux suivent la trajectoire d'une capitalisation et d'une modernisation technologique. Dans les années soixante-dix, la situation favorable du marché financier pousse beaucoup de ces agriculteurs à vendre leurs propriétés et à placer leur argent à la Caisse d'épargne dans l'espoir d'avoir une vie meilleure. Aujourd'hui nombreux sont ceux qui travaillent comme ouvriers salariés ou comme vendeurs ambulants dans les rues de Nova Friburgo.

Actuellement, la production agricole de ces communes est assez limitée. La structure foncière de l'État de Rio de Janeiro est caractérisée par la prédominance de petites propriétés agricoles de moins de 10 hectares. La mécanisation

est entravée par une topographie accidentée et par un manque de crédit et d'argent qui rendent la petite exploitation peu compétitive sur le marché régional. De surcroît, la région a été classée comme « zone de préservation de la nature » et est, à ce titre, sujette à une législation qui a considérablement limité le travail de la terre en empêchant de brûler la *capoeira*¹² et de replanter. Il s'ensuit que les agriculteurs, en plus des difficultés qu'ils affrontent, sont aussi menacés d'amendes au cas où ils défricheraient leurs terres en vue de les cultiver.

On peut parler ici d'une crise de la production agricole et d'un changement des modes de vie, situation qui influence la logique de la reproduction du patrimoine. Contrairement à la région de colonisation italienne du Rio Grande do Sul, où l'agriculture reste compétitive en produisant des revenus importants à chaque famille, à Nova Friburgo on observe une diminution significative des zones cultivées et une augmentation du nombre des résidences secondaires et des établissements touristiques qui occupent progressivement les surfaces agricoles et leur confèrent une grande valeur.

Liée à l'expansion de l'exploitation touristique de la région, l'importance accrue du marché du travail urbain a favorisé le déclin de l'agriculture, mise à mal par le morcellement excessif des terres. L'alternative offerte par le travail salarié dans les établissements touristiques

12. Terme utilisé localement pour désigner la végétation des zones antérieurement plantées pendant une longue période. Brûler la *capoeira* pour pouvoir replanter est une technique traditionnellement pratiquée par les agriculteurs qui ont peu de moyens pour se procurer des engrais. Le brûlis est interdit aujourd'hui par les organismes de protection de la nature.

ou dans la construction de maisons secondaires accélère la rupture qui s'opère entre la stratégie de maintien de l'unité de production agricole (centrée sur la propriété familiale) et les intérêts individuels, de plus en plus orientés vers la recherche d'une rémunération non agricole. À partir des années quatre-vingt-dix on constate une baisse significative de la population agricole active, principalement celle qui se consacre à cette activité à plein temps, et une baisse accentuée de la production agricole [Teixeira *op. cit.*].

PARTAGE GÉNÉRALISÉ

Contrairement à ce qui prévaut chez les *colonos* d'origine italienne du sud du pays, la règle qui régit la transmission du patrimoine dans les deux communes rurales de la montagne de l'État de Rio de Janeiro est celle du partage égalitaire généralisé. Ici on observe deux processus. Ce qui est défini localement comme « héritage » est transmis seulement après la mort de l'ascendant (père et mère) et divisé en parts considérées comme équivalentes entre tous les frères et sœurs. Bien que quelques registres notariés révèlent une distribution différenciée selon les conditions et les besoins de chacun, on n'a consigné aucune réclamation portant sur des injustices éventuelles dans le partage de la terre. Une exception pourtant : celle d'un propriétaire assez âgé qui a fait allusion à un conflit entre ses enfants au sujet de leurs parts. Pour éviter les disputes le père a décidé de ne pas faire le partage de son vivant. Cette pratique peut être interprétée aussi comme le moyen de garantir, dans sa vieillesse, une prise en charge par ses enfants.

Associé à ce mécanisme, on trouve le second type de transmission de la propriété, la *parceria* entre père et enfants, qui ne survient

que sous certaines conditions. Au moment du mariage et selon la taille de la propriété, tous les enfants qui poursuivent l'activité agricole reçoivent en usufruit une part de terre que le père délimite de manière informelle. Ils devront y construire leur maison et exploiter le terrain de façon à en retirer de quoi subvenir aux besoins de leur unité familiale nouvelle, tout en payant le tiers de la production aux parents. Il s'établit alors une relation de *parceria* entre les enfants et les parents identique à celle qui existe entre un propriétaire et un locataire non unis par des liens familiaux. Est accordée aux garçons, proportionnellement à l'étendue du domaine et avant même qu'ils se marient, une parcelle qui leur permettra de construire leur future maison et de démarrer financièrement ; les garçons célibataires donnent la moitié de la production, ceux qui sont mariés donnent le tiers. Ainsi, chaque propriété peut abriter plusieurs petites unités de production constituées par les enfants et leurs familles, en plus de la ferme familiale. Les enfants célibataires travaillent alternativement leurs propres champs et ceux qu'ils possèdent en collectivité¹³. La *parceria* peut être aussi une forme de rémunération individualisée du travail du fils, ce qui contribue certainement à la rupture de l'identité entre famille et exploitation.

La propriété de la parcelle reçue en usufruit est confirmée après la mort du père quand le

13. La concession d'une *roça* individuelle dans la propriété familiale ou en dehors est une pratique courante chez les agriculteurs dans plusieurs régions du pays, ce qui représente une source individualisée de revenus qui ne porte pas préjudice aux cultures familiales, prioritaires en termes de travail. Elle favorise aussi un espace de socialisation pour le futur chef d'unité productrice.

droit d'héritage de la mère est respecté. Cette parcelle sera transmise légalement aux enfants après la mort du père même si l'épouse vit encore. Dans ce système, les enfants héritent des terres des deux parents. La moitié seulement de la propriété est transmise au dernier conjoint vivant. Il est intéressant d'observer que la pratique de l'inventaire est le résultat du respect des droits égalitaires de chacun des héritiers qui figure dans le code civil brésilien. Si besoin est, les frères et sœurs s'arrangent entre eux.

Contrairement à ce qui se passe chez les *colonos* du Sud, ici aucune stratégie pour le maintien de l'intégrité du patrimoine n'est mise en place. Le système d'héritage égalitaire est responsable de la fragmentation excessive de la terre et menace la structure de la reproduction sociale et l'entretien des exploitations agricoles. Il est fréquent dans ces conditions de recourir à la location d'autres terres ou à des activités non agricoles.

Le système de *parceria* entre parents tel qu'il a été décrit fonctionne seulement dans des communautés très enracinées dans une localité. Les familles sont insérées dans un inextricable réseau de relations de parenté, renforcées par des alliances matrimoniales souvent endogames. Le système permet à la femme de demeurer sur la propriété paternelle, ce qui est considéré comme une exception à la règle [Schiavo 1997, 1998]. La parenté reste cependant la condition d'accès à la terre et de régulation des droits et devoirs de chaque individu en ce qui concerne le travail et la famille. C'est pourquoi ce contrat de *parceria* entre père et fils, en préservant le contrôle de la terre par une famille déterminée, renforce les liens symboliques avec la localité et paraît plus apte à

défendre cette communauté des menaces extérieures qu'à conserver l'intégrité du patrimoine familial. En tentant de maintenir le lien des enfants à la communauté, on augmente le contingent de personnes intéressées à la défense de la propriété et, en conséquence, à la préservation des habitudes culturelles d'une localité. Bien que la propriété ait été fragmentée, l'identité que confère le nom de famille est maintenue dans un système symbolique qui l'associe à une de ces localités. Ainsi il devient difficile de faire une quelconque transaction avec une personne extérieure.

À la différence de ce que décrit Seyferth pour le sud du pays, le modèle mis en pratique dans la région de Nova Friburgo donne à la femme droit à l'héritage dans les mêmes conditions que ses frères, du moins idéalement. Bien que non contestée, cette égalité cache quelques particularités. Ici, à l'origine, le principe est que le droit à la terre découle d'une participation à la production familiale. On reconnaît le travail agricole féminin mais la femme n'est pas considérée comme chef de l'exploitation même si elle en remplit la fonction¹⁴. La position de la femme dans la hiérarchie familiale est toujours subordonnée à celle de l'homme. C'est pourquoi l'inégalité entre les genres ne peut procéder de l'invisibilité sociale du travail féminin ou de la non-participation au processus productif, mais des valeurs soutenues par une société patriarcale.

14. Une situation inverse a été observée chez les agriculteurs des Alpes françaises où la femme est formellement chef de l'unité productrice et bénéficie des droits sociaux pendant que le mari, ouvrier, est reconnu par l'épouse comme responsable de l'administration de la production [Carneiro 1998a].

Comment expliquer alors le droit de la femme à la terre ?

Tout d'abord, il est important de reconnaître que la propriété familiale est divisée entre les héritiers en fonction de la reproduction sociale et de l'intérêt que chacun des frères porte à la terre. Bien que la division de l'héritage après inventaire suive les règles du code civil brésilien, les titres de propriété peuvent être modifiés si un frère, ou plusieurs, est intéressé par le terrain. Dans ce cas, la coutume favorise ce frère au détriment de la sœur, qui est obligée de donner ou vendre sa part.

Pour comprendre la logique de ce système, nous devons prendre en compte quelques caractéristiques de ce monde paysan : l'une d'elles est la mobilité dans un territoire délimité. La constitution d'un patrimoine familial ne s'inscrit pas à l'intérieur d'un espace précis, comme c'est le cas dans d'autres régions du pays ou en Europe. Les déplacements constants, après l'achat d'une terre ou à la fin d'un contrat de *parceria*, empêchent la construction d'un système symbolique qui associe une propriété foncière à l'identité familiale. L'absence de valeur morale attribuée à la terre et à la famille qui la détient explique en partie le manque de stratégies destinées au maintien de la propriété familiale, la pratique de l'héritage partagé et de nombreuses transactions d'achat et de vente entre les petits propriétaires. Pratique en contradiction avec la reproduction paysanne, la vente de la terre est un mécanisme de survie. Plusieurs personnes interrogées ont fait allusion à la perte de la propriété de leur père obligé de vendre sa terre « pour vivre » ou « pour boire ».

Ces facteurs ont certainement contribué à transformer la femme en héritière. L'absence de mécanismes pour la préservation de la propriété

familiale va de pair avec l'utilisation de la terre comme n'importe quelle marchandise et avec le processus de transmission de l'héritage via les règles du Code civil par le biais de l'inventaire *post mortem*. Quand la terre ne symbolise pas la ligne d'ascendance et perd de sa valeur comme moyen de production, la préservation de la propriété n'a plus de sens et devient une question à régler entre individus et non plus au sein de la famille. On peut alors comprendre le partage généralisé : la femme hérite d'une parcelle de terre dépourvue de sa valeur économique – parce qu'impropre à l'agriculture – et de sa valeur symbolique – parce qu'il ne lui est pas attribué d'identité sociale.

Cependant cette situation est en train de se modifier rapidement avec l'exploitation de la terre à des fins touristiques. La recherche de terrains par des gens de la ville pour y installer des auberges ou des résidences secondaires a fait grimper de façon vertigineuse le prix de ces terrains justement les moins propices à l'activité agricole, ce qui a des retombées favorables sur les héritiers, hommes ou femmes. Reste à connaître les implications de ce processus, encore récent, sur les relations entre les genres et sur la position sociale de la femme.

Dernières considérations

Comme nous l'avons montré, les modèles de transmission du patrimoine familial accompagnent les changements qui affectent les modèles de reproduction sociale des agriculteurs familiaux dans les régions étudiées. On observe, surtout dans la région de Nova Friburgo, la rupture du lien pourtant fort entre famille et propriété, associée à la perte d'identification de la terre à l'activité agricole, ce qui constitue une des

transformations les plus profondes dans les sociétés rurales contemporaines et engendre des pratiques nouvelles de partage de l'héritage. La situation du migrant qui cherche de meilleures terres s'éternise et provoque la dispersion des nouveaux noyaux familiaux issus du mariage. Ainsi le souvenir des aïeux, de ce que nous pourrions appeler la « tradition », s'estompe-t-il en raison des déplacements constants qui empêchent que l'on réactualise la culture d'origine afin de consolider une identité sociale.

Il n'est pas étonnant que nous n'ayons pas rencontré de famille, soutien de la transmission de l'héritage. La terre, dans ce cas, n'acquiert pas une valeur patrimoniale associée à une famille et à une histoire préservée par la mémoire collective. La terre prend le caractère d'une marchandise. Sa valeur d'échange s'impose au-dessus de toute autre valeur symbolique qu'elle a pu avoir dans le passé, ce qui s'explique par l'excessive fragmentation des propriétés due à la pratique du partage ou répondant à la demande de terres liée au changement de la forme d'utilisation des sols.

Les facteurs d'ordre économique (la crise de l'agriculture et la valorisation de la terre à des fins touristiques) s'ajoutent aux conditions sociohistoriques et renforcent la règle du partage généralisé du patrimoine familial, ce qui contribue à l'abandon de l'agriculture. Les activités non agricoles attirent de plus en plus les jeunes qui n'ont plus l'obligation morale de suivre l'activité de leurs parents. La succession cesse ainsi d'être un problème parce que la terre n'est plus un bien associé à la famille et à l'identité sociale. La femme devient alors héritière de la terre par un système de transmission régi par le partage généralisé. Il est cependant

légitime de se demander comment se répercutera l'augmentation du prix de la terre due à la spéculation immobilière engendrée par le tourisme.

À Nova Pádua, région essentiellement agricole, la situation est un peu différente et elle montre les limites du processus. La femme non mariée est essentiellement une vieille fille. C'est seulement en assumant cette condition qu'elle peut revendiquer le droit à sa part de terre, soit comme marchandise dont la valeur sera utilisée à d'autres fins, soit comme un bien qui pourra avoir une utilisation autre qu'agricole. Quand la femme occupe la position d'épouse dans une structure familiale qui intègre en même temps les relations de parenté et celles de production, il lui est très difficile de rompre avec la dépendance à l'égard de son mari, dans la sphère agricole comme dans la sphère domestique.

Porté par l'idéologie patriarcale, le travail féminin dans le contexte de l'agriculture familiale obéit aux règles du contrat de mariage, ce qui supprime la nécessité, et même la possibilité, d'un contrat de travail juridiquement établi [Lagrange et Caniou 1987]. Nous pouvons dire qu'être agricultrice n'est pas une profession mais un statut matrimonial. Quand elle se marie, la femme a plusieurs obligations envers son époux, notamment celle de participer aux travaux des champs. L'incapacité sociale de la femme à assumer la responsabilité de l'exploitation dans les deux régions étudiées peut être interprétée par le fait qu'elle serait contraire au droit matrimonial selon la législation en vigueur avant 1988 qui instituait le mari chef de famille et responsable exclusif des biens communs et de l'entretien de la famille. Avec la

nouvelle constitution de 1988, les droits et devoirs conjugaux sont exercés à égalité par l'homme et la femme. L'union stable non formalisée par le mariage est également reconnue. Dès lors la femme a droit au titre de propriété et

à l'usage de la terre, indépendamment de son état civil, tant dans les zones urbaines que rurales [CFEMEA 1994]. Cependant, il reste à savoir jusqu'à quel point ces lois s'imposent aux pratiques sociales issues de la tradition.

107

Bibliographie

Bourdieu, P. — 1962, « Célibat et condition paysanne », *Études rurales* 5-6 : 32-135. — 1972, « Les stratégies matrimoniales dans le système de reproduction sociale », in P. Bourdieu ed., *Esquisse d'une théorie de la pratique*. Genève, Librairie Droz.

Brum, A.J. — 1988, *Modernização da agricultura : trigo e soja*. Ijuí, FIDENE/vozes.

Carneiro, M.J. — 1998a, *Camponeses, agricultores e pluriatividade*. Rio de Janeiro, Contra Capa Livraria. — 1998b, « Memória, esquecimento e etnicidade na transmissão do patrimônio familiar », in M.J. Carneiro et al. eds., *Campo Aberto : o rural no estado do Rio de Janeiro*. Rio de Janeiro, Contra Capa Livraria. — 2000, « Descendentes de suíços e alemães de Nova Friburgo : de "colonos" a "jardineiros da natureza" », in A.C. Gomes ed., *Histórias de imigrantes e de imigração no Rio de Janeiro*. Rio de Janeiro, 7 Letras.

CFEMEA — 1994, *Guia dos direitos da mulher*. Brasília, CFEMEA.

Garcia, A. Jr. — 1989, *Sul : o caminho do roçado*. São Paulo, Marco Zero.

Grossi, M. — 1995, *Conventos e celibato feminino entre camponesas do sul do Brasil*. Horizontes Antropológicos 7.

Lagrave, R.-M. et J. Caniou — 1987, « Un statut mis à l'index », in R.-M. Lagrave ed., *Celles de la Terre*. Paris, EHESS.

Lamaison, P. et É. Claverie — 1982, *L'impossible mariage, violence et parenté en Gévaudan (1650-1830)*. Paris, Hachette.

Mocelin, M.C. — 1993, « Narrando as origens. Um estudo sobre a memória mítica entre descendentes de

imigrantes da região colonial italiana do Rio Grande do Sul ». Thèse en anthropologie sociale. Porto Alegre, Université fédérale du Rio Grande do Sul.

Moura, M.M. — 1978, *Os herdeiros da terra*. São Paulo, Hucitec.

Nicoulin, M. — 1995, *A gênese de Nova Friburgo : emigração e colonização suíça no Brasil, 1817-1827*. Rio de Janeiro, Fundação Biblioteca Nacional.

Salitot, M. — 1988, *Héritage, parenté et propriété en Franche-Comté du XIII^e siècle à nos jours*. Paris, L'Harmattan.

Santos, J.V. — 1984, *Colonos do Vinho*. São Paulo, Hucitec.

Schiavo, S. — 1997, *Sendas da transição*. Niterói, Eduf. — 1998, « Parceria e reprodução camponesa », in M.J. Carneiro ed., *Campo Aberto : o rural no estado do Rio de Janeiro*. Rio de Janeiro, Contra Capa Livraria.

Seyferth, G. — 1985, « Herança e estrutura familiar camponesa », *Antropologia* 52, Boletim do Museu Nacional/UFRJ.

Teixeira, V.L. — 1998, « Agricultura familiar e pluriatividade ». Thèse. CPDA/UFRJ.

Woortmann, E. — 1995, *Herdeiros, parentes e compadres*. São Paulo-Brasília, Hucitec-EdUNB. — 1997, « Herencia : dimensiones del código consuetudinario de los campesinos teuto-brasileños », in B. Zeberio, M. Bjer et H. Otero eds., *Reproducción social y sistemas de herencia en una perspectiva comparada*. Buenos Aires, Instituto de Estudios históricos sociales.

Woortmann, E. et K. Woortmann — 1993, « Fuga a três vozes », *Anuário antropológico* 91, Tempo Brasileiro.

Résumé

Maria José Carneiro, *Héritage et rapports de genre chez des familles paysannes au Brésil. Deux études de cas*
Portant sur le partage égalitaire des biens, les décalages entre la législation brésilienne et les pratiques sont analysés à partir de deux études de cas qui concernent deux groupes originaires de l'immigration européenne : les colons italiens de Nova Pádua (État du Rio Grande do Sul) et les colons allemands et suisses de Nova Friburgo (État de Rio de Janeiro). En s'appuyant sur des données qui couvrent trois générations, l'auteur évoque les stratégies mises en place pour assurer la continuité de la transmission des biens fonciers, menacée par le morcellement et la dispersion. On s'intéresse particulièrement à la condition de la femme, dont l'éviction de la succession par le mariage n'est évitée qu'au prix d'un renoncement au statut matrimonial et, par là, au prestige qui en découle. Les règles et les pratiques de succession sont ici mises à l'épreuve des transformations économiques et sociales de la société brésilienne.

Abstract

Maria José Carneiro, *Inheritance and gender relations in peasant families in Brazil: Two case studies*

The discrepancies between Brazilian laws and practices with respect to the equal sharing of property are analyzed through two case studies of groups descended from European immigrants: Italian settlers in Nova Pádua (Rio Grande do Sul), and German and Swiss settlers in Nova Friburgo (Rio de Janeiro). Using data covering three generations, the strategies are described that sought to maintain continuity in the devolution of landed property, lest estates be broken up and the parcels dispersed. Special attention is paid to the condition of women, whose ouster from succession through marriage is avoided but owing to a renunciation of the matrimonial status and the prestige ensuing from it. The economic and social changes under way in Brazilian society are putting the rules and practices related to succession to the proof.